

---

---

## LES INTELLECTUELS ET LES RESPONSABILITES DE LA VIE PUBLIQUE

---

---

*Noam Chomsky*

---

Entretien avec Noam Chomsky par Robert Borofsky

Robert Borofsky (RB): Vous écrivez, dans *Powers and Prospects*, que « la responsabilité d'un auteur, parce qu'il exerce une influence morale, est de s'efforcer de révéler la vérité sur des sujets humainement significatifs à un public capable de s'en saisir ». Généraliseriez-vous ces propos aux intellectuels et aux universitaires ?

Noam Chomsky (NC): Quelqu'un qui choisit de ne pas devenir auteur, ou orateur, fait alors le choix (par définition) de ne pas s'engager dans un effort qui, selon mes propos, consiste à « révéler la vérité sur des sujets humainement significatifs à un public capable de s'en saisir » si ce n'est, peut-être, dans des cercles étroits. Se demander si l'on doit qualifier une telle personne d'« intellectuel » réduit le problème à une question de terminologie. En ce qui concerne les universitaires, je ne vois pas en quoi leurs responsabilités, dès lors qu'ils exercent une influence morale, devraient différer par principe de celles de leurs semblables, en particulier de ceux qui jouissent également d'un certain degré de privilège et de pouvoir, et sont de ce fait investis des responsabilités que leur confèrent ces avantages.

R.B. : Il y a longtemps (en 1967), dans la *New York Review of Books*, vous indiquiez qu'« il est de la responsabilité des intellectuels de dire la vérité et d'exposer les mensonges ». Mettriez-vous ces propos en parallèle avec la fameuse phrase de Foucault, « dire la vérité au pouvoir », ou bien faites-vous allusion à quelque chose de plus général ?

N.C. : La citation extraite de la *N.Y.R.B.* est elliptique. Celle que vous avez extraite de *Powers and Prospects* est une formulation plus complète et mieux choisie ; elle est issue d'une conférence donnée en Australie en 1996, où j'avais été convié à m'exprimer sur le thème « auteurs et responsabilité intellectuelle » – question que je trouvais « déroutante » parce que je ne voyais pas quoi en dire au-delà de simples évidences, qu'il ne fut pas inutile de réaffirmer cependant dans la mesure où elles sont « si souvent niées, sinon en paroles, du moins régulièrement en pratique ». Je donnai alors une série d'exemples qui me semblaient (et me semblent toujours) pertinents et importants.

Au cours de cette conférence, je fis aussi quelques remarques sur l'appel à « dire la vérité au pouvoir », que je peux rapporter ici :

« Dire la vérité au pouvoir » n'est pas une vocation particulièrement honorable. On devrait plutôt chercher à atteindre un public qui compte – et qui (autre réserve importante), ne devrait pas être appréhendé comme un public, mais comme une communauté unie par les

mêmes préoccupations à laquelle on espère apporter une participation constructive. Nous devrions parler non pas À mais AVEC. C'est une seconde nature chez tout bon enseignant, et devrait l'être autant chez n'importe quel auteur ou intellectuel.

Encore une fois, je ne prétends pas que cette remarque soit surprenante ni profonde. Elle me semble au contraire relever de la plus pure évidence. Je ne savais pas que Foucault avait utilisé la phrase « dire la vérité au pouvoir ». Je pensais qu'il s'agissait d'une vieille formule Quaker, c'est du moins dans ce contexte que je l'ai entendue depuis mon enfance. Je n'arrive pas à m'en rappeler la source initiale. Je ne suis pas entièrement d'accord avec ce slogan, pour les raisons avancées dans la conférence australienne dont je viens de parler.

R.B. : Toujours dans Powers and Prospects, vous évoquez la culpabilité morale de ceux qui ignorent certains crimes moraux majeurs dans les sociétés libres et ouvertes – en particulier les intellectuels qui « possèdent les ressources, l'habitude, les commodités et les occasions de parler et d'agir efficacement ». Pourriez-vous en dire un peu plus ? Quelles sont selon vous les responsabilités des intellectuels – tant à l'intérieur qu'en dehors de l'Université – au sein des sociétés libres et ouvertes ?

N.C. : Là encore, j'ai le sentiment de ne pas avoir grand chose à en dire au-delà de banalités d'ordre moral. Imaginons que je rencontre un enfant affamé dans la rue, et que j'aie la possibilité de lui offrir quelque chose à manger. Suis-je moralement coupable si je refuse de le faire ? Suis-je moralement coupable si je choisis de ne pas faire quelque chose que je pourrais faire facilement, sachant que selon l'Unicef mille enfants meurent chaque heure de maladies qu'on sait prévenir ? Ou sachant que le gouvernement de ma propre « société libre et ouverte » est engagé dans des crimes monstrueux qu'on pourrait aisément minimiser ou interrompre ? Est-il seulement envisageable de débattre de telles questions ? Les propos que vous citez n'impliquent rien de plus.

L'idée que les responsabilités morales sont accrues d'autant que les personnes concernées « ont les ressources, l'habitude, les commodités et les occasions de parler et d'agir efficacement » semble au-delà de toute controverse. Cela n'est propre en rien au milieu universitaire, excepté que ceux qui y évoluent tendent à être singulièrement privilégiés dans les domaines que nous venons d'évoquer. Et les responsabilités de ceux qui vivent dans une société plus libre et plus ouverte sont, de manière évidente, plus importantes que pour ceux qui doivent payer de leur personne leur honnêteté et leur intégrité. Si les commissaires politiques de la Russie soviétique ont accepté de se soumettre au pouvoir étatique, ils purent au moins plaider les circonstances atténuantes pour tenter de justifier leur comportement. Leurs homologues des sociétés plus libres et plus ouvertes ne peuvent plaider que la lâcheté.

### **La définition de l'intellectuel selon Said**

R.B. : Edward Said écrit, dans Representations of the Intellectual, que « l'intellectuel est un individu qui joue, au sein de la société, un rôle particulier qui ne saurait être réduit à celui d'un professionnel anonyme ; il est doté de la capacité de formuler une pensée ou une opinion, aussi bien en direction d'un public qu'en son nom. Et c'est un rôle délicat, car cet individu mettra un point d'honneur à poser publiquement des questions embarrassantes, à affronter l'orthodoxie, à incarner celui qui ne peut être facilement coopté par les autorités, et

dont la raison d'être est de représenter les personnes et les problèmes qu'on a l'habitude de glisser sous le tapis ». Êtes-vous d'accord avec Said ?

N.C. : Edward Said incarne parfaitement cette figure de l'« intellectuel » telle qu'il la définit. Son but est de montrer comment ce terme devrait être utilisé. Il ne cherche pas à décrire ceux que l'on nomme communément les « intellectuels », il serait le premier à le reconnaître. Il n'est pas question d'être d'accord ou non avec une proposition de définition, aussi vrai qu'il ne s'agit clairement que de ça : une définition. Quant à savoir si ceux que l'on qualifie habituellement d'« intellectuels » devraient se comporter comme Said le prescrit, c'est une autre question. Inutile de dire que je le rejoins dans l'idée qu'ils le devraient, et que ce n'est pas le cas en règle générale.

Les intellectuels (au sens usuel du mot, et non au sens prescriptif de Said) sont ceux qui écrivent l'Histoire. S'il s'avère que les auteurs et gardiens de l'Histoire jouissent d'une bonne image, il est raisonnable d'essayer d'y voir plus clair et de s'interroger sur la véracité de cette image qu'ils construisent. Je pense qu'une telle démarche dressera un tableau passablement différent : c'est-à-dire une tendance très forte chez les intellectuels respectés et privilégiés à se soumettre d'eux-mêmes au pouvoir.

Pour prendre l'exemple des qualificatifs réservés aux ennemis officiels, ce sont les commissaires politiques et les apparatchiks, et non les dissidents, qui sont respectés et privilégiés au sein de leur propre société. On peut, je le crains, généraliser largement cette observation. Pour en revenir à une période de l'histoire occidentale suffisamment éloignée dans le temps pour nous permettre d'y poser un regard dépassionné, demandez-vous ce qui s'est passé au cours de la Première Guerre mondiale. Quel fut le comportement typique des intellectuels respectés en Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis ? Qu'est-il arrivé à ceux qui remettaient en cause publiquement la noblesse de l'effort de guerre, dans les deux camps ? Je ne pense pas que les réponses à ces questions soient originales.

R.B. : Said désigne Antonio Gramsci comme un intellectuel modèle. Qui désigneriez-vous comme tel aujourd'hui ?

N.C. : Les personnes qui m'impressionnent le plus sont généralement des inconnus dont l'Histoire n'a pas retenu le nom. Je connais des gens dont j'admire et respecte l'action et la parole. Certains sont qualifiés d'« intellectuels », d'autres non.

J'ai le sentiment que nous ne devrions pas ériger des personnes au rang de « modèles », mais plutôt des actes, des pensées, des principes. Je n'ai jamais entendu parler de qui que ce soit comme d'une « personne modèle » sous tous rapports, tant du point de vue intellectuel que sur d'autres plans ; je n'en vois pas non plus l'intérêt. Après tout nous ne sommes pas tenus de révéler des idoles.

Dans le cas de Gramsci, le gouvernement fasciste a reconnu en lui un « intellectuel modèle » dans le sens de Said, et pour cette raison s'est déterminé, selon ses propres mots, à « empêcher le fonctionnement de ce cerveau pendant vingt ans ». Les accomplissements de Gramsci expliquent cette appréciation, mais je pense toutefois qu'on devrait s'abstenir d'utiliser l'expression d'« intellectuel modèle », pour lui comme pour d'autres.

## Contester les médias et leur fabrication du consentement

R.B. : Vous avez relevé que la propagande tend à être plus répandue dans les sociétés démocratiques que dans les sociétés totalitaires, dans la mesure où les gouvernements ont davantage besoin de camoufler leurs actions aux yeux des citoyens. Dans *Manufacturing Consent*, vous avancez que les médias imposent et défendent le programme des groupes sociaux dominants. Subsiste-t-il un espoir de renverser ce phénomène dans les démocraties ? Selon vous, qu'est-ce qui peut être fait de façon réaliste en ce sens ?

N.C. : La réponse à la contestation de la démocratie est plus de démocratie, plus de liberté, plus de justice. L'Histoire est marquée par des luttes incessantes pour étendre ces domaines, des luttes exaltantes, mais également par des revers douloureux et des retours en arrière. Ce qui peut être réellement accompli dépend du moment historique que l'on considère. C'est aussi vrai à l'égard des acteurs sociaux.

De manière générale, on devrait tomber d'accord pour dire que ceux qui bénéficient des meilleures occasions de s'exprimer, et qui rencontrent le moins d'obstacles sur leur chemin, ont une responsabilité accrue d'en faire plus pour atteindre ces buts. Ceux qui parmi nous ont la chance de partager cette situation enviable, dans les sociétés les plus libres, ne devraient pas poser cette question mais s'efforcer d'y répondre.

R.B. : Les universitaires, en tant que classe privilégiée, pourraient être considérés comme bien placés pour critiquer les messages des médias. Beaucoup de leurs efforts en ce sens semblent néanmoins manquer d'enthousiasme. Les universitaires seraient-ils des serviteurs de la structure de pouvoir résolus à conserver leur position d'élite ?

N.C. : Les universitaires sont avant tout des professionnels, impliqués dans leurs travaux et autres affaires qui leur sont propres, et n'ont pas d'intérêt particulier à être attentifs aux rouages du système idéologique. Je ne dirais pas que leurs efforts en matière de critique des médias « manquent d'enthousiasme ». Pour autant que je sache, de tels efforts sont rares : très peu de gens y prêtent ne serait-ce qu'un peu d'attention.

Il se peut que l'attention de ceux qui passent leurs heures de travail dans les laboratoires, les bibliothèques de recherche ou les salles de classe, se porte en priorité sur la préservation ou l'avancement de leur position dominante, contribuant ainsi tacitement au maintien des structures de pouvoir. Il se peut également que ce ne soit pas le cas. Certains d'entre eux sont peut-être des « serviteurs du pouvoir », mais encore faut-il le démontrer. Je pense que c'est une réalité courante, mais la charge d'en apporter la preuve incombe aux critiques qui soutiennent cette théorie dans des cas précis.

R.B. : Edward Said affirme que l'une des tâches des intellectuels est de « briser les stéréotypes et les catégories réductrices qui limitent le champ de la communication et de la pensée humaines ». Avez-vous le sentiment que c'est principalement ce que vous faites dans *Manufacturing Consent* ?

N.C. : Toute personne en position de vaincre les obstacles à la liberté d'expression et de pensée devrait agir en ce sens. Cela au moins me semble clair : les parents qui aiment leurs enfants, par exemple, ou les artisans, les agriculteurs, ou quiconque prend au sérieux le fait de vivre décemment.

Le terme d'« intellectuel » désigne par convention des gens qui disposent d'opportunités extraordinaires à cet égard ; et comme dans toute chose, l'opportunité confère une responsabilité morale. Mener une vie faite d'honnêteté et d'intégrité est de la responsabilité de toute personne qui se veut digne. Ceux qui ont la chance de se voir qualifier d'« intellectuels » sont tributaires de responsabilités spéciales, liées à leur bonne fortune. Parmi elles figure la tâche définie par Said, de toute évidence une tâche importante.

Le livre *Manufacturing Consent*, que j'ai co-écrit avec Edward Herman, commence par une description des différents facteurs et cadres institutionnels qui structurent les médias commerciaux, puis tire quelques conclusions plutôt limpides de ce qu'on peut en attendre en terme de production médiatique, étant donné ces conditions de base (pas particulièrement controversées). Le livre en lui-même est alors consacré à une série d'études de cas, choisis de manière à offrir, nous l'espérons, une mise à l'épreuve à la fois juste et de fait plutôt sévère de ces conclusions. Nous pensons que les preuves empiriques que nous mobilisons – ici comme ailleurs, dans de nombreux travaux communs ou individuels – étaient solidement ces conclusions ; aux autres de juger si cela est vrai.

Bien entendu, nous avons un objectif : encourager les lecteurs à entreprendre une démarche qu'on pourrait qualifier « d'autodéfense intellectuelle », et suggérer des manières de procéder ; autrement dit, aider les gens à saper les efforts soutenus consacrés à « fabriquer le consentement » et à les transformer en objets passifs plutôt qu'en individus présidant à leur propre destinée. Notez bien que nous n'avons pas inventé les expressions « fabrication du consentement » et « ingénierie du consentement ». Nous les avons empruntées à des personnalités de premier plan issues de l'univers des médias, de l'industrie des relations publiques et de la recherche universitaire. Comme nous l'examinons dans ce livre et ailleurs, la reconnaissance de la « fabrication du consentement », dans toute sa dimension, est devenu un thème plus central que jamais dans les sociétés les plus libres.

La capacité de coercition diminuant, il est naturel de chercher à contrôler l'opinion pour asseoir autorité et domination – principe fondamental de gouvernance, comme l'avait déjà souligné David Hume. Notre préoccupation est d'aider les gens à contrer les efforts de ceux qui entendent « régenter chaque parcelle de l'esprit public comme une armée régente les corps de ses soldats », cette manœuvre permettant aux auto-désignés « hommes responsables » de mener les affaires du monde, sans être gênés par le « troupeau désorienté » – le grand public – qui doit rester marginalisé et dispersé, orienté vers des problématiques d'ordre personnel, au sein d'une « démocratie » bien conduite. Une prémisse non formulée mais cruciale est que l'« homme responsable » acquiert ce statut en servant le véritable pouvoir, réalité qu'il découvrira bien vite si d'aventure il tente de suivre un chemin indépendant.

## **La démocratie**

R.B. : [Dans différentes interviews, vous affirmez un net respect pour la démocratie – pour une société dont les institutions centrales sont contrôlées par la population. Pouvez-vous développer les raisons pour lesquelles vous considérez cela si important ?](#)

N.C. : Il me semble aller de soi que nous aimerions voir les gens libres, à même de jouer un rôle actif dans la prise des décisions liées aux sujets qui les touchent, et ce le plus largement possible. C'est pourquoi nous devrions nous opposer aux barrières institutionnelles qui limitent cette liberté : les dictatures militaires par exemple. Ou les États dirigés par un comité

central. Les concentrations de pouvoir privé, qui n'ont de compte à rendre à personne et dominant la vie sociale et économique, ont les moyens de chercher à « régenter l'esprit public » et de devenir à la fois « les outils et les tyrans » du gouvernement, selon la formule mémorable de James Madison, dénonçant les menaces qu'il sentait peser sur la démocratie naissante s'il advenait qu'on lâche la bride aux pouvoirs privés. Depuis cette époque (et bien avant même), il y eut sans cesse des luttes relatives à la « gouvernance démocratique ».

Les gens devraient-ils n'être que de simples « spectateurs tournés vers l'action », et non des « participants », réduits à apporter périodiquement leur voix à l'un ou l'autre camp des « hommes responsables », comme l'ont préconisé les promoteurs de la « fabrication du consentement » ? Ou bien leurs droits devraient-ils outrepasser ces limites extrêmement étroites ? Parfois les forces conservatrices prennent l'ascendant, et la « gouvernance démocratique » en souffre, même si tout familier de l'histoire intellectuelle s'attendra à ce que les slogans soient proclamés avec autant de passion qu'ils seront dépouillés de tout contenu essentiel. C'est précisément ce que nous vivons actuellement ; mais comme l'a souvent montré le passé, il n'y a pas de raison de penser que ce processus soit irréversible. La « fin de l'histoire » a été annoncée bien souvent, et chaque fois à tort.

R.B. : Dans une interview donnée il y a quelques années, vous citiez favorablement les propos de John Dewey selon lesquels « le but de la production est de produire des gens libres ». Selon vous, sommes-nous en train de réussir ou d'échouer dans ce domaine ?

N.C. : Ce qui représente un échec pour certains constitue un succès pour d'autres. Tout dépend d'où l'on se situe par rapport aux luttes liées à la « gouvernance démocratique », et aux droits qui y sont associés – civils, sociaux et économiques, et plus largement culturels, pour adopter le cadre de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui est formellement approuvée par tous mais constamment bafouée.

La période de régression actuelle enregistre de nombreux succès dans la « production » de personnes soumises à un pouvoir externe, diverties par des « choses superficielles », comme la « consommation de mode » et autres activités, plus adaptées au « troupeau désorienté » que sa participation à déterminer le cours de la vie sociale et individuelle. Dans cette mesure, on échoue à « produire des personnes libres ». La question de savoir si « on » réussit ou échoue dépend de qui l'on choisit d'être.

## **Les universités**

R.B. : Vous avez évoqué le caractère conservateur des universités, particulièrement aux États-Unis, en l'illustrant par le fait que la linguistique moderne s'est développée davantage en marge que dans les grands centres académiques. Y a-t-il un espoir de voir un jour les universités devenir autre chose que des institutions au service du statu quo ? Selon votre estimation la plus optimiste, quel pourrait être le rôle de l'Université, ou de ses membres, dans les sociétés démocratiques ?

N.C. : À ma connaissance, les universités aux États-Unis sont moins contraintes par l'autorité et par une doctrine rigide que dans beaucoup d'autres pays. Mais il est naturel qu'une corporation tende à « protéger son pré carré » et rejette toute remise en cause. Ces tendances sont bien moindres dans le domaine des sciences naturelles, qui ont perduré au

cours des siècles et se sont enrichies au travers d'une constante remise en cause, allant jusqu'à l'encourager dans le meilleur des cas. Être au service du statu quo, en terme politique et socio-économique, est autre chose.

Je ne vois pas vraiment ce qu'on peut dire du rôle des enseignants, ni des universités, en dehors des évidences rappelées précédemment et de leurs implications diverses, depuis la sphère strictement intellectuelle jusqu'aux préoccupations relatives à la société tout entière et aux générations futures. En matière de problèmes sociaux il y aurait beaucoup de choses à dire, significatives et prêtant à controverse car bien loin des évidences et des clichés. Cela nous conduirait à traiter de sujets spécifiques de la plus haute importance, qu'ont ne peut malheureusement pas aborder de façon sérieuse en quelques mots.

R.B. : Il y a quelques années, vous indiquiez dans une interview que « les entreprises attendent clairement des recherches universitaires qu'elles tissent un voile de mystification, qui escamote toute prise de conscience publique quant à la manière dont fonctionne le pouvoir dans la société ». Comment percevez-vous la création de ce voile de mystification par les universitaires ?

N.C. : Cette observation est bien plus générale, et je ne peux certainement pas m'en créditer. Elle est courante dans les travaux universitaires prédominants. Dans un texte de référence publié il y a vingt ans, *American Politics*, un éminent politiste observait que « les architectes du pouvoir aux États-Unis doivent créer une force qui puisse être ressentie mais non vue ». La raison en est que « le pouvoir reste fort tant qu'il reste caché ; sitôt exposé au grand jour il commence à s'évaporer » (Samuel Huntington).

À la sortie du livre, il donna une bonne illustration de son propos dans une interview accordée à une revue savante, exposant la duplicité des universitaires (et d'autres) au sujet des racines de la politique étrangère américaine : « vous pouvez être amené à devoir vendre [une intervention ou autre action militaire] de manière à créer l'illusion que c'est l'Union soviétique que vous combattez. C'est ce que font les États-Unis depuis que la doctrine Truman a été formulée ».

Voilà qui est franc et honnête. Il existe une vaste littérature critique qui fournit des illustrations de ce phénomène dans de nombreux domaines de recherche. J'en ai moi-même cité beaucoup, me référant fréquemment à ces études universitaires qui dénouent les fils de ces voiles de mystification tissés à l'usage du grand public. Il est impossible de fournir ici les exemples qui permettraient de s'en faire une idée précise, et encore moins de convaincre, de quelque manière que ce soit, sans dépasser largement le cadre de cette discussion. Je dois cependant insister encore une fois sur ce point : les États-Unis ne sont en aucune façon un cas à part, et je soupçonne qu'ils ne soient moins touchés que la moyenne.

R.B. : Ivan Illich a parlé de ces « professions démobilisantes » – ou professionnels réellement démobilisants – qui neutralisent systématiquement toute alternative par leur prétention à l'expertise. À quel niveau percevez-vous l'élite des experts, et plus largement les universitaires, en tant que « nouvelle classe » d'apparatchiks appliquée à affermir sa position plutôt qu'à contester le statu quo en Amérique ?

N.C. : L'idée que les intellectuels, dont les universitaires, deviendraient un jour une « nouvelle classe » de technocrates, prétendant travailler au nom de la Science cependant qu'ils

coopèrent avec les puissants, avait été prédite par Bakounine dès les premiers temps de la formation de l'intelligentsia moderne, au XIX<sup>ème</sup> siècle. En règle générale ses prévisions se sont vérifiées, comme celle qui présageait que certains individus chercheraient à obtenir le pouvoir sur le dos des révolutions populaires, afin de bâtir une « bureaucratie rouge » qui produirait la pire tyrannie de l'Histoire, tandis que d'autres, corroborant les mensonges du pouvoir, se mettraient à son service comme apologistes, et deviendraient ainsi des mystificateurs, « démobilisateurs », et managers tout en revendiquant le droit de fonctionner sur le mode de l'« isolement technocratique », pour parler comme la Banque mondiale.

Je voudrais cependant remettre en cause l'idée qu'il y ait là quelque chose de nouveau, au-delà des modalités qui changent naturellement au fur et à mesure que les institutions évoluent. Isaiah Berlin désignait les intellectuels de la « bureaucratie rouge » évoquée par Bakounine, comme un « clergé séculier », ne différant en rien du clergé religieux qui occupait les mêmes fonctions par le passé ; fonctions décrites par Pascal qui, dans son implacable analyse des pratiques des intellectuels jésuites qu'il méprisait, dénonce entre autres leur démonstration de « l'utilité de l'interprétation », instrument pur et simple de fabrication du consentement, basé sur la réinterprétation des textes sacrés en faveur de la richesse, du pouvoir et des privilèges. L'observation de Berlin est assez pertinente et s'applique tout aussi bien aux États-Unis, d'autant plus rigoureusement pour les raisons déjà citées : les apparatchiks et les commissaires politiques, eux, peuvent au moins plaider les circonstances atténuantes.

Comme d'habitude, nous repérons sans peine la paille nichée dans l'œil de l'ennemi officiel, et, pétris d'autosatisfaction, nous empressons de le condamner avec force et éloquence ; mais la poutre logée dans notre œil à nous est plus difficile à déceler, bien que – ou plutôt parce que – le fait de la déceler, et d'y porter remède, est important avant tout d'un point de vue purement moral, et sensément davantage en terme de conséquences humaines directes. Historiquement, les intellectuels ont joué un rôle crucial en la matière, et Illich observe à juste titre que la prétention à l'expertise scientifique ou à tout savoir particulier est régulièrement utilisé à dessein technique. Ceux qui possèdent effectivement ces compétences, ont le devoir tout particulier d'exposer clairement au grand public les limites réelles de leur capacité de compréhension, par essence très réduites dans les domaines qui portent atteinte à la question humaine.

## **L'éducation**

R.B. : Vous avez établi qu'il existe différents types d'éducation, et observé que l'éducation de masse peut être génératrice de docilité. Ce constat s'applique-t-il selon vous aux grandes universités publiques d'aujourd'hui ? Où peut-on rencontrer une éducation qui cultive la créativité et l'indépendance ?

N.C. : À nouveau, je ne prétends pas à l'originalité en observant que l'éducation des masses, en partie, a été motivée par le besoin sensible de « les éduquer pour les éloigner de nos gorges » – pour emprunter à Ralph Waldo Emerson, parodiant les craintes de l'élite qui inspirèrent les instigateurs d'une éducation publique de masse. De manière générale, les fermiers indépendants devaient être dressés à devenir des travailleurs dociles, dans le système industriel alors en pleine expansion. Il était nécessaire d'extirper de leur tête certaines idées diaboliques, comme cette conviction que le travail salarié n'était guère éloigné du servage.

Cela se poursuit encore de nos jours, parfois sous forme d'attaque à l'encontre du système d'éducation publique.

L'attaque contre la Sécurité sociale répond aux mêmes motivations. Le principe de sécurité sociale repose sur l'idée que nous devrions être solidaires les uns des autres, et non pas fonctionner uniquement comme des individus isolés « qui maximisent méthodiquement leur richesse ».

Comme l'illustre en tous temps l'attitude de l'élite vis à vis du système d'éducation publique, les formules simples sont loin d'être adéquates. Il existe des tendances contradictoires. Dans les sciences en particulier, les grandes universités publiques doivent jouer – et jouent – un rôle actif dans la promotion de la créativité et de l'indépendance, sans quoi ces domaines de recherche déperiraient, et avec eux les aspirations à plus de richesse et de pouvoir.

D'après mon expérience du moins, les grandes universités publiques ne sont pas en reste pour ce qui est d'encourager la créativité et l'indépendance, c'est même souvent le contraire. La priorité donnée à ces valeurs dans le système éducatif s'exprime dans des poches de résistance, et devrait, pour s'épanouir, s'associer aux besoins et préoccupations de la grande majorité de la population. On les retrouve partout.

## **L'avenir**

R.B. : [Y a-t-il de l'espoir pour l'Université ? En avez-vous par exemple à l'égard du M.I.T. ? À l'égard des universités américaines en général ? Qu'est-ce qui peut être réalisé selon vous par les auteurs, poètes, universitaires, militants – en vous plaçant dans la catégorie qui vous semble appropriée – à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Université, au cours de la décennie à venir ?](#)

N.C. : Les intellectuels des différentes catégories que vous citez vivent une situation particulièrement privilégiée, unique dans l'Histoire j'imagine. On pourrait facilement trouver d'affreux exemples de répression, de méchanceté, de malhonnêteté, de marginalisation ou d'exclusion à l'encontre de la communauté universitaire. En comparaison cependant, ces carcans restent légers. Les dissidents ne sont plus emprisonnés, comme c'était le cas autrefois sous l'ère d'influence du Kremlin. Ni abattus froidement par des forces d'élite, armées et entraînées par la superpuissance du moment, comme c'est arrivé sous l'ère d'influence de Washington – sans que cela n'émeuve le pays outre mesure – fait important parmi ceux qui nous permettent de mieux nous connaître, si nous le voulons bien. Combien d'Américains instruits seraient capables de citer les noms des Jésuites assassinés au Salvador, ou de retrouver certains de leurs écrits ? Les réponses à ces questions sont révélatrices, notamment quand les compare à l'attitude adoptée, à l'égard de ces Américains instruits, par leurs homologues des territoires ennemis ; le contraste est frappant – et historiquement caractéristique.

Étant donné leur situation privilégiée, les intellectuels occidentaux sont réellement en mesure d'accomplir de grandes choses. Les limites en la matière relèvent de la volonté et non de circonstances objectives. Et en matière de volonté humaine les prédictions n'ont aucune valeur.

R.B. : [Quelle serait votre vision d'une université politiquement engagée ?](#)

N.C. : Personnellement, je suis mal à l'aise avec la notion d'« université politiquement engagée », pour des raisons que j'exprimai il y a déjà trente ans, au plus fort du mouvement de contestation et de résistance (reprises dans *For Reasons of State* ). À l'époque, j'estimais qu'il serait difficile d'améliorer la conception de l'Université telle que l'avait formulée l'un des fondateurs du système moderne, Wilhelm von Humboldt, qui fut également l'un des fondateurs du libéralisme classique. Cela me semble toujours vrai aujourd'hui, même s'il faut bien sûr adapter les idéaux à des contextes mouvants.

Les individus qui composent les universités – étudiants, enseignants, administratifs – peuvent faire le choix personnel de s'engager politiquement, et une université libre se devrait d'entretenir un climat naturellement propice à de tels choix. Dès lors que les universités sont libres et indépendantes, elles deviennent également « subversives », dans le sens où les structures dominantes du pouvoir et leurs supports idéologiques y sont soumis à la critique et objets de contestation, à l'image de l'état d'esprit encouragé dans les sciences dures partout où elles sont prises au sérieux.

Mais cela ne signifie pas que l'Université doive être « politiquement engagée » en tant qu'institution. C'est une chose pour une institution que d'offrir l'espace d'un engagement sérieux, en pensée comme en action, et d'encourager l'usage libre et indépendant d'une telle opportunité ; c'en est une autre pour une université que de s'engager en tant qu'institution, au-delà d'un registre relativement étroit où règne un réel consensus, ce qui, même dans cette limite, pose encore question. Les deux tendances sont antithétiques à bien des égards, et il est important de garder à l'esprit ces contradictions ; toutefois, il paraît tangible que les différents problèmes et dilemmes qui surviennent en permanence finiront par trouver une solution.

**Source : [chomsky.fr](#). Traduction de NG et Sarah Waligorski.**

**Edited and reproduced by Hoggar Institute 2010**